

Namen, 5 juli 2024.

De minister van Natuur,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/011250]

11 OCTOBRE 2024. — Arrêté ministériel modifiant les annexes 1^{ière}, 4, 5, 8 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques

La Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil ;

Vu le Règlement (UE) 2017/625 du Parlement Européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.6, §§ 1^{er} et 4, D.7, D.17, D.41, D.61, D.175, et D.426, § 2, 3° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques, modifié par l'arrêté ministériel du 15 juin 2023 ;

Vu les avis du Comité de concertation pour l'agriculture biologique, donnés les 18 juillet 2023, 8 décembre 2023 et 1^{er} mars 2024 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 23 mai 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 13 mai 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.482/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 14 mai 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le Règlement d'exécution (UE) 2020/464 du 26 mars 2020 portant sur certaines modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les documents nécessaires à la reconnaissance rétroactive des périodes de conversion, la production de produits biologiques et les informations communiquées par les États membres ;

Considérant le Règlement délégué (UE) 2021/2306 complétant le règlement (UE) 2018/848 par des règles relatives aux contrôles officiels des envois de produits biologiques et de produits en conversion destinés à l'importation dans l'Union et au certificat d'inspection ;

Considérant le Règlement d'exécution (UE) 2023/1195 établissant les règles relatives aux détails et au format des informations que les États membres doivent mettre à disposition concernant les résultats des enquêtes officielles relatives aux cas de contamination par des produits ou substances dont l'utilisation n'est pas autorisée en production biologique,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe 1^{ière} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'intitulé « Règles de production applicables à la certification « Restaurant biologique » » est remplacé par « 7. Règles de production applicables à la certification « Restaurant biologique » » ;

b) les points 5, 6, 7 et 8 sous cet intitulé deviennent respectivement les points 1, 2, 3 et 4 ;

c) les intitulés qui suivent, de 7 à 14, deviennent respectivement les intitulés de 8 à 15.

Art. 2. A l'annexe 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 3.2°, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Pour les activités qui consistent à changer l'emballage de produits biologiques préemballés ou à emballer des produits non préemballés, soit le conditionnement, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à soixante-cinq pour cent de sa valeur. » ;

b) un point 3.7° rédigé comme suit est inséré :

« Les frais relatifs aux contrôles des produits importés réalisés sur demande du Service en application du point 1.6° du Chapitre 1^{er} de l'Annexe 5 du présent arrêté sont portés à charge de l'opérateur par l'organisme de contrôle, sur base des limites minimales et maximales suivantes, hors frais d'analyses :

Redevance (par 1/2 heure de contrôle)	
Minimale	37,9 euros
Maximale	56,8 euros »

c) un point 3.8° rédigé comme suit est inséré :

« Le contrôle des activités de préparation réalisées dans un point de vente de produits biologiques directement au consommateur ou à l'utilisateur final visées à l'annexe 5, chapitre 1^{er}, 1.2°, alinéa 2, 4), ne fait pas l'objet d'une redevance spécifique autre que celle liée à la vente des produits concernés, en application des dispositions du point 4°. » ;

d) le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° Points de vente

4.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les opérateurs qui vendent des produits biologiques directement au consommateur ou à l'utilisateur final au prorata du système de points repris ci-dessous :

Éléments pris en considération	Nombre de points
Base pour un point de vente de produits biologiques non préemballés : Chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non préemballée : - inférieur à 18 935 euros : O avec vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques O sans vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques - compris entre 18 935 et 75 738 euros : O avec vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques O sans vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques - compris entre 75 739 et 126 230 euros : O avec vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques O sans vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques - supérieur à 126 230 euros : O avec vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques sans vente de produits non biologiques non préemballés similaires aux produits biologiques	2 000 1 665 2 592 2 163 3 313 2 764 4 034 3 364
Base pour un point de vente de produits biologiques préemballés	1 200
Base pour un point de vente de produits biologiques préemballés et non préemballés	Nombre de points pour la vente de produits biologiques non préemballés + 300
Par point de vente ou site d'entreposage supplémentaire soumis à une inspection physique sur place, conformément aux dispositions de l'annexe 5, chapitre 1 ^{er} , 1.2°, alinéa 2.	1 200

4.2° Un opérateur ayant une activité de production primaire, de préparation, de distribution, de stockage, d'importation ou d'exportation de produits biologiques ne paie pas de redevance spécifique pour le contrôle d'une activité de vente de produits biologiques directement au consommateur ou à l'utilisateur final si le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus est inférieur à 6 312 euros.

Si cette condition n'est pas rencontrée, le montant de la redevance annuelle due pour l'activité de vente de produits biologiques non préemballés directement au consommateur ou à l'utilisateur final est fixée par l'application du tableau visé au point 4.1°, en soustrayant 472 points au nombre total de points obtenu. » ;

e) à la première phrase du point 7°, les caractères « 3.7°, » sont insérés entre « points » et « 5° ».

Art. 3. L'annexe 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 1.3°, b, est remplacé par ce qui suit :

« b. chaque année, cinquante pour cent au moins de contrôles par sondage, s'ajoutant aux contrôles annuels visés au point 1.2°, b, sont réalisés ; les contrôles par sondage peuvent être des contrôles partiels destinés à vérifier un nombre limité de points ; dans ce cas, l'organisme de contrôle cible la nature des contrôles en fonction des spécificités de l'opérateur et du contenu de son dossier ; les contrôles renforcés, les contrôles de suivi, et les contrôles à l'importation visés au point 1.6° ne sont pas pris en compte pour le respect du pourcentage fixé ; » ;

b) le point 1.3°, c, est remplacé par ce qui suit :

« c. chaque année, des échantillonnages sont réalisés, conformément à l'article 14, point h), du Règlement (UE) 2017/625, à hauteur de cinquante pour cent au moins du nombre d'opérateurs, à l'exclusion des opérateurs exemptés au titre de l'article 34, paragraphe 2, et de l'article 35, paragraphe 8, du Règlement (UE) 2018/848 ; » ;

c) au Chapitre 1^{er} un point 1.3^{bis} rédigé comme suit est inséré :

« 1.3^{bis} Lorsque l'activité de vente de produits biologiques directement au consommateur ou à l'utilisateur final menée par un même opérateur concerne plusieurs points de vente ou sites d'entreposage, le nombre de ceux-ci devant faire annuellement l'objet d'une inspection physique sur place est déterminé comme suit :

Nature du site	% des sites devant faire annuellement l'objet d'une inspection physique sur place
1) Centrale de distribution de produits biologiques	100 %
2) Point de vente de produits biologiques exclusivement préemballés	> 20 % avec alternance annuelle entre les sites
3) Point de vente de produits biologiques non exclusivement préemballés	> 50 % avec alternance annuelle entre les sites
4- Point de vente au sein duquel sont exclusivement réalisées les activités de préparation suivantes :	> 50 % avec alternance annuelle entre les sites
- la cuisson de produits biologiques pré-transformés, y compris les opérations de finition annexes (ex. saupoudrage de farine, ajout d'une pastille), et le conditionnement des produits qui en sont issus	
- la découpe de produits biologiques et le conditionnement des produits qui en sont issus.	
5) Point de vente au sein duquel est réalisée toute autre activité de préparation de produits biologiques	100 %

» ;

d) au Chapitre 1^{er} un point 1.6^o rédigé comme suit est inséré :

« Aux fins de l'application des articles 6.1.c) et 6.2 du Règlement délégué (UE) 2021/2306 complétant le Règlement (UE) 2018/848 par des règles relatives aux contrôles officiels des envois de produits biologiques et de produits en conversion destinés à l'importation dans l'Union et au certificat d'inspection, les organismes de contrôle réalisent sur demande du Service les contrôles physiques sur la marchandise importée depuis les pays tiers. Les contrôles physiques consistent en l'échantillonnage et l'analyse de la marchandise importée selon les modalités spécifiées par le Service et sont systématiquement accompagnés d'un contrôle d'identité au sens de l'article 3, point 42, du règlement (UE) 2017/625. » ;

e) le deuxième alinéa du point 2.5^o est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'une analyse révèle la présence d'un pesticide dont l'utilisation en production biologique n'est pas autorisée en vertu de l'article 24, paragraphe 1, point a), du Règlement (UE) 2018/848, le produit concerné par la prise d'échantillon n'est pas commercialisé en tant que produit biologique ou en conversion lorsque :

a. le produit concerné par la prise d'échantillon est produit ou transformé au sein du territoire de la Région wallonne ou importé d'un pays tiers, conformément au Règlement (UE) 2018/848, et ;

b. la concentration de pesticide mesurée est supérieure ou égale à une fois et demi la limite de détermination telle que définie à l'article 3, § 2 point f) du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil. » ;

f) au cinquième alinéa du point 2.5^o, les mots « ou égale » sont supprimés ;

g) au Chapitre 5 un point 5.6^o rédigé comme suit est inséré :

« 5.6^o Information à transmettre au Service via le système d'information sur l'agriculture biologique (OFIS).

Afin de répondre aux obligations des paragraphes 6 et 9 de l'article 29 du Règlement (UE) 2018/848, les organismes de contrôle consignent, pour le 28 février de chaque année, les résultats des enquêtes qu'ils ont menées et des mesures qu'ils ont prises en cas de présence de produits et substances dont l'utilisation n'est pas autorisée en production biologique.

Les organismes de contrôle complètent, dans le système d'information sur l'agriculture biologique (OFIS), le module correspondant au formulaire annexé au Règlement d'exécution (UE) 2023/1195 établissant les règles relatives aux détails et au format des informations que les États membres doivent mettre à disposition concernant les résultats des enquêtes officielles relatives aux cas de contamination par des produits ou substances dont l'utilisation n'est pas autorisée en production biologique. »

Art. 4. A l'annexe 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au chapitre 3, le manquement 3806 est remplacé par les lignes suivantes :

N° code	Description du manquement	Référence réglementaire	Catégorie au 1 ^{er} constat	Mesure
3806	Densité excessive de peuplement dans les bâtiments, hors volailles de chair	Point 1.6.4 Annexe II Partie II du R2018/848	Mineur	DAM/A+CR/SP+CR
3806a	a) écart par rapport à la densité maximale autorisée inférieur à 10% par lot et circonstances atténuantes	Et Annexe I du R2020/464	Mineur	DAM/A+CR/SP+CR
3806b	b) autres cas, dans le cas particulier de la première année de conversion		Majeur	A+CR/SP+CR
3806c	c) autres cas			

b) au chapitre 3, les lignes suivantes sont ajoutées au tableau, en suivant l'ordre de la numérotation :

N° code	Description du manquement	Référence réglementaire	Catégorie au 1 ^{er} constat	Mesure
1. Infractions générales				
1041	Balance entrée/sortie déséquilibrée sans justification pertinente	Article 1 du R2021/771	Mineur	RS/DAM/A+CR
1041a	a) Déséquilibre mineur		Majeur	A+CR/ST+CR
1041b	b) Déséquilibre majeur			
3.8. Espaces en plein air et bâtiments d'élevage				
3805	L'aménagement des espaces de plein air ne respecte pas les normes réglementaires de végétation ou d'attractivité pour les volailles	Article 16 du R2020/464 et Point 2.5.7° Annexe 9 de l'AGW	Mineur	DAM/A+CR/SP+CR
3807	Densité excessive de peuplement dans les bâtiments, en volailles de chair	Point 1.6.4 Annexe II Partie II du R2018/848	Mineur	DAM/A+CR/SP+CR
3807a	a) écart par rapport à la densité maximale autorisée inférieur à deux pour cent, mesuré sur la moyenne des	Et Annexe I Partie IV du R2020/464	Majeur	A+CR/SP+CR
3807b				

3807c	quatre derniers lots abattus		Mineur	DAM/A+CR/SP+CR
3807d	b) écart par rapport à la densité maximale autorisée égal ou supérieur à deux pour cent, mesuré sur la moyenne des quatre derniers lots abattus c) écart par rapport à la densité maximale autorisée égal ou supérieur à 10% par lot et circonstances atténuantes d) écart par rapport à la densité maximale autorisée égal ou supérieur à 10% par lot sans circonstances atténuantes		Majeur	A+CR/SP+CR
3.9. Apiculture				
3900 3900a 3900b	Emplacement des ruches non conforme aux exigences réglementaires a) Cas mineur b) Cas majeur	Point 1.9.6.5 Annexe II Partie II du R2018/848	Mineur Majeur	DAM/A+CR/DL+CR DL+CR
3905 3905a 3905b	Nourrissage des colonies d'abeilles dans des conditions non autorisées ou par des substances non autorisées a) Cas mineur b) Cas majeur	Point 1.9.6.2 Annexe II Partie II du R2018/848	Mineur Majeur	DAM/A+CR/DL+CR DL+CR
3910 3910a 3910b	Registre de l'emplacement des ruches a) Incomplet b) Inexistant	Point 1.9.6.6 Annexe II Partie II du R2018/848	Mineur Majeur	DAM/A+CR/DL+CR DL+CR
4. Préparateurs et transformateurs				
4042	Denrées alimentaires contenant des nanomatériaux manufacturés ou	Article 7.e) du R2018/848	Majeur	A+CR+DL/SP+CR

	consistant en de tels nanomatériaux			
4045	Absence d'attestation du fournisseur confirmant que des produits n'ont pas été traités aux rayonnements ionisants ou ne contiennent pas de nanomatériaux.	Points 4.1 et 4.2 Annexe 9 de l'AGW	Mineur	DAM/A+CR/SP+CR/ST+CR
9. Restauration				
9000	Achat, présence ou utilisation d'un produit non biologique	Points 5 et 8 Annexe 1 de l'AGW		
9000a	correspondant à un ingrédient soumis à la certification		Mineur	RS/DAM/A+CR/ST+CR
9000b	« ingrédient biologique » a) Ingrédient manifestement non disponible en bio sans avoir averti l'organisme de contrôle b) Ingrédient disponible en bio		Mineur	DAM/A+CR/ST+CR
9005	Non-respect du minimum de 95% d'ingrédients biologiques dans une denrée alimentaire ou un plat soumis à la certification « plat ou menu biologique » ou à la certification « restaurant biologique »	Points 6, 7 et 8 Annexe 1 de l'AGW		
9005a	a) Utilisation d'un ingrédient manifestement non disponible en bio sans avoir averti l'organisme de contrôle		Mineur	RS/DAM/A+CR/ST+CR
9005b	b) Utilisation d'un ingrédient disponible en bio		Mineur	DAM/A+CR/ST+CR

9010	Non-respect de l'exclusivité de denrées alimentaires et de plats biologiques dans un menu soumis à la certification « plat ou menu biologique » ou de denrées alimentaires, de plats et de menus biologiques dans un restaurant soumis à la certification « restaurant biologique »	Points 6 et 7 Annexe<usb>1<re> >de l'AGW	Mineur	DAM/A+CR/ST+CR
9020	Communication non conforme sur une offre biologique	Point 10 Annexe<usb>1<re> >de l'AGW	Majeur	A+CR/ST+CR
9030	Absence d'affichage du certificat bio ou de l'extrait de certificat bio dans l'établissement	Point 12.5 Annexe<usb>1<re> >de l'AGW	Mineur	RS/DAM/A+CR
9040 9040a 9040b	Registre prévu au point 14 de l'Annexe<usb>1<re> >de l'AGW a) Incomplet b) Inexistant	Point 14 Annexe<usb>1<re> >de l'AGW	Mineur Majeur	DAM/A+CR/SP+CR SP+CR

Art. 5. A l'annexe 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au Chapitre 2 un point 2.2.3°bis rédigé comme suit est inséré :

« 2.2.3°bis Les aliments transformés pour les porcs et les volailles réceptionnés par un agriculteur sont accompagnés d'une attestation, délivrée par l'opérateur produisant ces aliments. L'attestation précise l'origine des matières premières biologiques et en conversion entrant dans la composition desdits aliments et est conforme au modèle défini par le Service et disponible sur le portail internet de l'agriculture wallonne ou sur demande. » ;

b) le point 2.5.7° est remplacé par ce qui suit :

« 2.5.7° En application de l'article 16 du Règlement d'exécution (UE) 2020/464 du 26 mars 2020 portant sur certaines modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les documents nécessaires à la reconnaissance rétroactive des périodes de conversion, la production de produits biologiques et les informations communiquées par les États membres, les espaces de plein air sont attrayants pour les volailles et entièrement accessibles à tous.

Pour l'application du point 4 dudit article, l'exploration optimale du parcours repose sur la densité et la diversité des essences utilisées pour les aménagements. A cette fin, le parcours comprend au moins les éléments suivants :

a. l'enherbement de l'intégralité du parcours, effectif avant l'installation des volailles, à l'exception d'une bande stabilisée de maximum trois mètres de large au niveau des trappes extérieures ;

b. une zone de transition, qui se situe près de la sortie des trappes, constituée d'alignements de végétation basse guidant les volailles des trappes vers le reste du parcours ;

c. un minimum de 4 équipements de protection par hectare répartis sur l'ensemble du parcours. Un équipement de protection peut être constitué d'un abri, d'un arbre, d'un arbuste, d'un bosquet, d'une haie ou d'un bois contigu.

Pour l'application du point 6 dudit article, lorsque la longueur du parcours dépasse cent cinquante mètres, les aménagements supplémentaires sont constitués d'abris.

Un abri est un aménagement artificiel en matériau durable et résistant aux intempéries d'une surface de minimum quatre m² et de hauteur sous toit de minimum cinquante cm. » ;

c) un Chapitre 4 rédigé comme suit est inséré :

« Chapitre 4. Règles applicables à la transformation

4.1° Aux fins de l'interdiction prévue au point e) de l'article 7 du Règlement (UE) 2018/848, les opérateurs qui utilisent des produits visés à l'article précité non soumis à l'étiquetage obligatoire et achetés à des tiers, obtiennent du vendeur une attestation confirmant que ces produits ne contiennent pas de nanomatériaux manufacturés ;

4.2° Aux fins de l'interdiction prévue au paragraphe 4 de l'article 9 du Règlement (UE) 2018/848, les opérateurs qui utilisent des produits visés à l'article précité non soumis à l'étiquetage obligatoire et achetés à des tiers, obtiennent du vendeur une attestation confirmant que ces produits n'ont pas été traités par des rayonnements ionisants. ».

Namur, le 11 octobre 2024.

A-C. DALCQ

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/011250]

11. OKTOBER 2024 — Ministerieller Erlass zur Abänderung der Anhänge 1, 4, 5, 8 und 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die biologische Produktion und die Kennzeichnung von biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse

Die Ministerin für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2017/625 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 über amtliche Kontrollen und andere amtliche Tätigkeiten zur Gewährleistung der Anwendung der Lebens- und Futtermittelrechts sowie der Vorschriften über die Tiergesundheit und Tierschutz, Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.6 §§ 1 und 4, D.7, D.17, D.41, D.61, D.175 und D.426 § 2 Ziffer 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die biologische Produktion und die Kennzeichnung von biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 15. Juni 2023;

Aufgrund der am 18. Juli 2023, am 8. Dezember 2023 und am 1. März 2024 abgegebenen Stellungnahmen des Konzertierungsausschusses für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 23. Mai 2024;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichteten Antrags auf ein Gutachten innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 13. Mai 2024 unter der Nummer 76.482/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 14. Mai 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung der Durchführungsverordnung (EU) 2020/464 vom 26. März 2020 über Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der für die rückwirkende Anerkennung von Umstellungszeiträumen erforderlichen Dokumente, der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse und der von den Mitgliedstaaten bereitzustellenden Informationen;

In Erwägung der delegierten Verordnung (EU) 2021/2306 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2018/848 durch Vorschriften über die amtlichen Kontrollen von zur Einfuhr in die Union bestimmten Sendungen von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und Umstellungserzeugnissen sowie über die Kontrollbescheinigung;

In Erwägung der Durchführungsverordnung (EU) 2023/1195 zur Festlegung der Vorschriften über die Einzelheiten und das Format der von den Mitgliedstaaten zu übermittelnden Informationen über die Ergebnisse amtlicher Untersuchungen in Bezug auf Fälle von Kontamination mit Erzeugnissen oder Stoffen, die nicht für die Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion zugelassen sind,

Beschließt:

Artikel 1 - In Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die biologische Produktion und die Kennzeichnung von biologischen Erzeugnissen sowie zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Überschrift "Produktionsvorschriften für die Zertifizierung als "ökologisches/biologisches Restaurant"" wird durch "7. Produktionsvorschriften für die Zertifizierung als "ökologisches/biologisches Restaurant" ersetzt";

b) die Nummern 5, 6, 7 und 8 unter dieser Überschrift werden jeweils zu den Nummern 1, 2, 3 und 4;

c) die nachfolgenden Überschriften der Nummern 7 bis 14 werden jeweils zu den Überschriften der Nummern 8 bis 15.

Art. 2 - In Anhang 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) unter Nummer 3.2° wird der erste Satz durch Folgendes ersetzt:

"Für Tätigkeiten, die darin bestehen, die Verpackung von vorverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen zu ändern oder nicht vorverpackte Erzeugnisse zu verpacken, d.h. die Verpackung, wird der für die Berechnung der Punkte verwendete JUB auf fünfundsechzig Prozent seines Wertes reduziert. ";

b) eine Nummer 3.7° wird mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Die Kosten für die Kontrollen der eingeführten Produkte, die in Anwendung vom Nummer 1.6° des Kapitels 1 des Anhangs 5 des vorliegenden Erlasses auf Antrag der Dienststelle durchgeführt werden, werden dem Unternehmer von der Kontrollstelle auf der Grundlage folgender Mindest- und Höchstgrenzen, ohne mitgerechnete Analysenkosten berechnet:

Gebühr (pro halbstündige Kontrolle)	
Mindestens	37,9 Euro
Höchstens	56,8 Euro”

c) ein Punkt 3.8° wird mit folgender Wortfolge eingefügt:

“Für die Kontrolle der in Anhang 5 Kapitel 1 Nummer 1.2 Absatz 2 Ziffer 4) erwähnten Aufbereitungstätigkeiten, die in einer Verkaufsstelle für biologische Erzeugnisse direkt für den Verbraucher oder Endnutzer durchgeführt werden, wird in Anwendung der Bestimmungen von Nummer 4 keine andere spezifische Gebühr als diejenige, die mit dem Verkauf der betreffenden Erzeugnisse verbunden ist. “;

d) Nummer 4° wird durch Folgendes ersetzt:

“4° Verkaufsstellen

4.1° Zur Deckung der Kosten für Kontrollen, einschließlich der Reisekosten, legt die Kontrollstelle die Tabelle der Jahresgebühren fest, die von den Unternehmen, die direkt an den Verbraucher oder an den Endnutzer der ökologischen/biologischen Erzeugnisse verkaufen, im Verhältnis zu dem nachstehend aufgeführten Punktesystem zu entrichten sind:

Berücksichtigte Elemente	Punktezahl
Grundlage für eine Verkaufsstelle mit unverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen: Jahresumsatz für den Kauf von ökologischen/biologischen Erzeugnissen, die in unverpackter Form verkauft werden sollen: - unter 18 935 Euro: O mit Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind O ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind - von 18 935 bis 75 738 Euro: O mit Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind O ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind - von 75 739 bis 126 230 Euro: O mit Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind O ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind - über 126 230 Euro: O mit Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind O ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind O Grundlage für eine Verkaufsstelle mit vorverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen	2 000 1 665 2 592 2 163 3 313 2 764 4 034 3 364 1 200
Grundlage für eine Verkaufsstelle mit vorverpackten und unverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen	Punktezahl für den Verkauf von unverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen + 300
Pro Verkaufsstelle oder zusätzlicher Lagerstätte, die einer physischen Vor-Ort-Kontrolle gemäß Anhang 5 Kapitel 1 Nummer 1.2 Absatz 2 unterzogen wurde.	1 200

4.2° Ein Unternehmen, das in der Primärproduktion, Aufbereitung, Verteilung, Lagerung, Einfuhr oder Ausfuhr ökologischer/biologischer Produkte tätig ist, zahlt keine spezifische Gebühr für die Kontrolle einer Tätigkeit, die im direkten Verkauf von ökologischen/biologischen Produkten an den Verbraucher oder Endnutzer besteht, wenn der jährliche Einkaufsumsatz der zum Verkauf bestimmten ökologischen/biologischen Produkten weniger als 6 312 Euro beträgt.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird die Höhe der jährlichen Gebühr, die für die Tätigkeit des Direktverkaufs von unverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen an den Verbraucher oder Endnutzer zu entrichten ist, in Anwendung der Tabelle unter Nummer 4.1° festgelegt, wobei von der erreichten Gesamtpunktzahl 472 Punkte abgezogen werden.“;

e) im ersten Satz von Nummer 7° werden zwischen dem Wort "Nummer" und der Zahl "5°" die Zahl "3.7°," eingefügt.

Art. 3 - In Anhang 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Nummer 1.3° Buchstabe b) wird durch Folgendes ersetzt:

"b. alljährlich werden zusätzlich zu den jährlichen Kontrollen in Punkt 1.2° Buchstabe b) mindestens fünfzig Prozent Stichprobenkontrollen durchgeführt; bei den Stichprobenkontrollen kann es sich um Teilkontrollen zur Überprüfung einer begrenzten Anzahl von Punkten handeln; in diesem Fall legt die Kontrollstelle die Art der Kontrollen nach den Besonderheiten des Unternehmers und dem Inhalt seiner Unterlagen fest; die unter Nummer 1.6° erwähnten verstärkten Kontrollen, Nachkontrollen und Einfuhrkontrollen werden bei der Einhaltung des festgelegten Prozentsatzes nicht berücksichtigt;"

b) Nummer 1,3° Buchstabe c) wird durch Folgendes ersetzt:

"c) alljährlich werden mindestens fünfzig Prozent der Anzahl der Unternehmer, mit Ausnahme der gemäß Artikel 34 Absatz 2 und Artikel 35 Absatz 8 der Verordnung (EU) 2018/848 ausgenommenen Unternehmer, gemäß Artikel 14 Buchstabe h) der Verordnung (EU) 2017/625 probiert;"

c) in Kapitel 1 wird eine Nummer 1.3°bis mit folgender Wortfolge eingefügt:

"1.3°bis Wenn die Tätigkeit des Direktverkaufs von ökologischen/biologischen Erzeugnissen an den Verbraucher oder Endnutzer durch einen und denselben Unternehmer mehrere Verkaufsstellen oder Lagerorte betrifft, wird die Anzahl dieser Stellen, die jährlich einer physischen Vor-Ort-Kontrolle unterzogen werden müssen, wie folgt bestimmt:

Art des Standortes	% der Standorte, die jährlich einer physischen Vor-Ort-Kontrolle unterzogen werden müssen
1) Vertriebszentrale mit ökologischen/biologischen Erzeugnissen	100 %
2) Verkaufsstelle mit ausschließlich vorverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen	> 20 % mit jährlichem Wechsel zwischen den Standorten
3) Verkaufsstelle mit nicht ausschließlich vorverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen	> 50 % mit jährlichem Wechsel zwischen den Standorten
4) Verkaufsstelle, in der ausschließlich die folgenden Vorbereitungsaktivitäten durchgeführt werden: - das Backen von vorverarbeiteten ökologischen/biologischen Erzeugnissen, einschließlich der damit verbundenen Nachbearbeitung (z. B. Bestreuen mit Mehl, Hinzufügen von Pastillen), und das Verpacken der daraus hergestellten Produkte; - das Schneiden von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und das Verpacken der daraus hergestellten Produkte.	> 50 % mit jährlichem Wechsel zwischen den Standorten
5) Verkaufsstelle, in der jegliche andere Aufbereitungstätigkeit von biologischen Erzeugnissen durchgeführt wird	100 %

“;

d) in Kapitel 1 wird eine Nummer 1.6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Zur Anwendung der Artikel 6.1.c) und 6.2 der Delegierten Verordnung (EU) 2021/2306 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2018/848 mit Vorschriften über die amtlichen Kontrollen von zur Einfuhr in die Union bestimmten Sendungen von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und Umstellungserzeugnissen sowie über die Kontrollbescheinigung führen die Kontrollstellen auf Antrag der Dienststelle Warenuntersuchungen der aus Drittländern eingeführten Ware durch. Warenuntersuchungen bestehen aus der Probenahme und Analyse der eingeführten Waren nach den von der Dienststelle festgelegten Modalitäten und werden systematisch von einer Nämlichkeitskontrolle im Sinne von Artikel 3 Nummer 42 der Verordnung (EU) 2017/625 begleitet.“;

e) der zweite Absatz von Nummer 2.5° wird durch Folgendes ersetzt:

"Wird bei einer Analyse ein Pestizid nachgewiesen, dessen Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion gemäß Artikel 24 Paragraph 1, Buchstabe a) der Verordnung (EU) 2018/848 nicht zulässig ist, so wird das von der Probenahme betroffene Erzeugnis nicht als ökologisches/biologisches Erzeugnis oder Umstellungserzeugnis vermarktet, wenn:

a. das von der Probenahme betroffene Erzeugnis gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 innerhalb des Gebiets der Wallonischen Region hergestellt oder verarbeitet oder aus einem Drittland importiert wird, und;

b. die gemessene Pestizidkonzentration gleich oder höher ist als das Eineinhalbfache der Bestimmungsgrenze gemäß Artikel 3 § 2 Buchstabe f) der Verordnung (EG) Nr. 396/2005 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Februar 2005 über Höchstgehalte an Pestizidrückständen in oder auf Lebens- und Futtermitteln pflanzlichen und tierischen Ursprungs und zur Änderung der Richtlinie 91/414/EWG des Rates.“;

f) im fünften Absatz von Nummer 2.5° wird die Wortfolge "oder entspricht sie diesem" gestrichen;

g) in Kapitel 5 wird eine Nummer 5.6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5.6° Information, die über das Informationssystem für den ökologischen Landbau (OFIS) an die Dienststelle zu übermitteln ist.

Um den Verpflichtungen des Artikels 29 Absätze 6 und 9 der Verordnung (EU) 2018/848 nachzukommen, dokumentieren die Kontrollstellen bis zum 28. Februar jedes Jahres die Ergebnisse der Untersuchungen, die sie durchgeführt haben, und der Maßnahmen, die sie im Falle des Vorhandenseins von Erzeugnissen und Stoffen, deren Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion nicht zulässig ist, ergriffen haben.

Die Kontrollstellen füllen im Informationssystem für den ökologischen Landbau (OFIS) das Modul aus, das dem Formular im Anhang der Durchführungsverordnung (EU) 2023/1195 mit Vorschriften über die Einzelheiten und das Format der Informationen entspricht, die die Mitgliedstaaten über die Ergebnisse der amtlichen Untersuchungen von Kontaminationsfällen mit Produkten oder Stoffen, deren Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion nicht zulässig ist, zur Verfügung stellen müssen. "

Art. 4 - In Anhang 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Kapitel 3 wird der Verstoß 3806 durch folgende Zeilen ersetzt:

Code-Nr.	Beschreibung des Verstoßes	Verordnungsrechtliche Referenz	Kategorie bei der 1. Feststellung	Maßnahme
3806	Übermäßige Bestandsdichte in den Stallgebäuden, außer Mastgeflügel	Punkt 1.6.4 Anhang II Teil II von V2018/848 Und Anhang I von V2020/464	Gering	DAM / A+CR / SP+CR
3806a	a) Abweichung von der maximalen Besatzdichte weniger als 10%		Gering	
3806b	b) sonstige Fälle, in dem besonderen Fall des ersten Jahres der Umstellung		Schwer	DAM / A+CR / SP+CR
3806c	c) sonstige Fälle			A+CR / SP+CR

b) in Kapitel 3 werden folgende Zeilen in der Tabelle in der Reihenfolge der Nummerierung hinzugefügt:

Code-Nr.	Beschreibung des Verstoßes	Verordnungsrechtliche Referenz	Kategorie bei der 1. Feststellung	Maßnahme
1. Allgemeine Verstöße				
1041	Unausgeglichene Bilanz	Artikel 1 von VO2021/771		
1041a	Eingang/Ausgang ohne relevante Begründung		Gering	RS / DAM / A+CR
1041b	a) Geringfügiges Ungleichgewicht b) Schweres Ungleichgewicht		Schwer	A+CR / ST+CR
3.8. Ausläufe und Haltungsgebäude				
3805	Die Gestaltung der Auslauflächen entspricht nicht den vorgeschriebenen Normen für die Vegetation oder die Attraktivität für Geflügel	Artikel 16 von VO2020/464 und Nummer 2.5.7° Anhang 9 zum EWR	Gering	DAM / A+CR / SP+CR
3807	Übermäßige Bestandsdichte in den Stallgebäuden bei Mastgeflügel	Punkt 1.6.4 Anhang II Teil II von V2018/848 Und Anhang I Teil IV der V2020/464	Gering	DAM / A+CR / SP+CR
3807a	a) Abweichung von der maximalen Besatzdichte weniger als zwei Prozent, gemessen am Durchschnitt der vier		Schwer	A+CR / SP+CR
3807b				

3807c	zuletzt geschlachteten Partien b) Abweichung von der maximalen Besatzdichte gleich oder mehr als zwei		Gering	DAM / A+CR / SP+CR
3807d	Prozent, gemessen am Durchschnitt der vier zuletzt geschlachteten Partien c) Abweichung von der maximalen Besatzdichte gleich oder mehr als 10% pro Partie und mildernde Umstände d) Abweichung von der maximalen Besatzdichte gleich oder mehr als 10% pro Partie ohne mildernde Umstände		Schwer	A+CR / SP+CR
3.9. Imkerei				
3900	Standort der Bienenstöcke	Punkt 1.9.6,5 Anhang II Teil II von V2018/848		
3900a	entspricht nicht den		Gering	DAM/A+CR/DL+CR
3900b	Verordnungsvorschriften a) Geringfügiger Fall b) Schwerer Fall		Schwer	R Schwer
3905	Fütterung von Bienenvölkern unter nicht zugelassenen Bedingungen oder mit nicht zugelassenen Stoffen	Punkt 1.9.6,2 Anhang II Teil II von V2018/848		
3905a			Gering	DAM/A+CR/DL+CR
3905b	a) Geringfügiger Fall b) Schwerer Fall		Schwer	R Schwer
3910	Register der Standorte von Bienenstöcken	Punkt 1.9.6,6 Anhang II Teil II von V2018/848		
3910a	a) Unvollständig		Gering	DAM/A+CR/DL+CR
3910b	b) Nicht vorhanden		Schwer	R Schwer
4. Aufbereiter und Verarbeiter				
4042	Lebensmittel, die hergestellte Nanomaterialien enthalten oder aus solchen bestehen	Artikel 7.e von V2018/848,	Schwer	A+CR+DL / SP+CR

4045	Fehlende Bescheinigung des Lieferanten zur Bestätigung, dass Erzeugnisse nicht mit ionisierender Strahlung behandelt wurden oder keine Nanomaterialien enthalten.	Nummern 4.1 und 4.2 Anhang 9 zum EWR	Gering	DAM / A+CR / SP+CR / ST+CR
9. Gaststättengewerbe				
9000	Ankauf, Vorhandensein oder Verwendung eines nicht ökologischen/nicht biologischen Erzeugnisses, das einem Bestandteil entspricht, der der Zertifizierung als "ökologischer/biologischer Bestandteil" unterliegt	Punkte 5 und 8 Anhang 1 zum EWR		
9000a			Gering	RS/DAM/A+CR/ST+CR
9000b	a) Inhaltsstoff, der offensichtlich nicht in Bio-Qualität erhältlich ist, ohne die Kontrollstelle zu benachrichtigen b) Inhaltsstoff in Bio-Qualität erhältlich		Gering	DAM/A+CR/ST+CR
9005	Nichteinhaltung des Mindestanteils von 95 % an biologischen Zutaten in einem Lebensmittel oder Gericht, das der Zertifizierung "biologisches Gericht oder Menü" oder der Zertifizierung "biologisches Restaurant" unterliegt	Punkte 6, 7 und 8 Anhang 1 zum EWR		
9005a			Gering	RS/DAM/A+CR/ST+CR
9005b	a) Verwendung einer Zutat, die offensichtlich nicht in Bio-Qualität erhältlich ist, ohne die Kontrollstelle zu benachrichtigen b) Verwendung eines Inhaltsstoffs, der in Bio-Qualität erhältlich ist		Gering	DAM/A+CR/ST+CR
9010	Nichteinhaltung der Bedingung der Ausschließlichkeit von biologischen Lebensmitteln und	Punkte 6 und 7 Anhang 1 zum EWR	Gering	DAM/A+CR/ST+CR

	Gerichten in einem Menü, das der Zertifizierung "biologisches Gericht oder Menü" unterliegt, oder von biologischen Lebensmitteln, Gerichten und Menüs in einem Restaurant, das der Zertifizierung "biologisches Restaurant" unterliegt"			
9020	Nicht konforme Kommunikation über ein biologisches Angebot	Punkt 10 Anhang 1 zum EWR	Schwer	A+CR/ST+CR
9030	Fehlender Aushang der Bio-Zertifizierung oder des Auszugs der Bio-Zertifizierung im Betrieb	Punkt 12.5 Anhang 1 zum EWR	Gering	RS/DAM/A+CR
9040	Register nach Punkt 14 des Anhangs 1 zum EWR	Punkt 14 Anhang 1 zum EWR		
9040a	a) Unvollständig		Gering	DAM/A+CR/SP+CR
9040b	b) Nicht vorhanden		Schwer	SP+CR

Art. 5 - In Anlage 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Kapitel 2 wird eine Nummer 2.2.3°bis mit folgender Wortfolge eingefügt:

"2.2.3 bis Verarbeitetes Schweine- und Geflügelfutter, das von einem Landwirt entgegengenommen wird, muss von einer Bescheinigung begleitet sein, die vom Unternehmer ausgestellt wird, der das Futter herstellt. Die Bescheinigung gibt die Herkunft der biologischen und Umstellungsrohstoffe an, die in den genannten Futtermitteln enthalten sind, und entspricht dem von der Dienststelle festgelegten Muster, das auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft oder auf Anfrage erhältlich ist. ";

b) Der Nummer 2.5.7° wird durch Folgendes ersetzt:

"2.5.7° In Erwägung des Artikels 16 der Durchführungsverordnung (EU) 2020/464 vom 26. März 2020 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der für die rückwirkende Anerkennung von Umstellungszeiträumen erforderlichen Dokumente, der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse und der von den Mitgliedstaaten bereitzustellenden Informationen muss Freigelände für die Tiere attraktiv und für alle Tiere uneingeschränkt zugänglich sein.

Gemäß Nummer 4 des genannten Artikels beruht die optimale Nutzung des Freigeländes auf der Dichte und der Vielfalt der für die Ausgestaltung der Unterstände verwendeten Baumarten. Zu diesem Zweck muss das Freigelände mindestens die folgenden Elemente enthalten:

a. Begrünung des gesamten Geländes, die vor dem Einstellen des Geflügels zu erfolgen hat, mit Ausnahme eines stabilisierten Streifens von höchstens drei Metern Breite an den Außenklappen;

b. eine Übergangszone in der Nähe der Ausflugsklappen, bestehend aus Reihen niedriger Vegetation, die das Geflügel von den Klappen auf den zum restlichen Freigelände führt;

c. mindestens 4 Unterstände pro Hektar, die über das gesamte Freigelände verteilt sind. Eine Schutzausrüstung kann aus einem Unterstand, einem Baum, einem Strauch, einem Gehölz, einer Hecke oder einem angrenzenden Wald bestehen.

Gemäß Nummer 6 des genannten Artikels gilt, dass bei einer Streckenlänge von mehr als hundertfünfzig Metern die zusätzlichen Einrichtungen aus Unterständen bestehen.

Ein Unterstand ist eine künstliche Einrichtung aus dauerhaftem und wetterfestem Material mit einer Fläche von mindestens vier m² und einer Dachhöhe von mindestens fünfzig cm. ";

c) ein Kapitel 4 wird mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Kapitel 4. Auf die Verarbeitung anwendbare Regeln

4.1. Zum Zweck des Verbots nach Artikel 7 Buchstabe e) der Verordnung (EU) 2018/848 lassen sich Unternehmer, die in dem vorgenannten Artikel erwähnte nicht kennzeichnungspflichtige und von Dritten erworbene Erzeugnisse verwenden, vom Verkäufer eine Bescheinigung ausstellen, die bestätigt, dass diese Erzeugnisse keine technisch hergestellten Nanomaterialien enthalten;

4.2. Zum Zweck des Verbots nach Artikel 9 Paragraph 4 der Verordnung (EU) 2018/848 lassen sich Unternehmer, die in dem vorgenannten Artikel erwähnte nicht kennzeichnungspflichtige und von Dritten erworbene Erzeugnisse verwenden, vom Verkäufer eine Bescheinigung ausstellen, die bestätigt, dass diese Erzeugnisse nicht mit ionisierender Strahlung behandelt wurden. ".

Namur, den 11. Oktober 2024

A-C. DALCQ

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/011250]

11 OKTOBER 2024. — Ministerieel besluit tot wijziging van de bijlagen 1, 4, 5, 8 en 9 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) 2017/625 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2017 inzake officiële controles en andere officiële activiteiten om de naleving van de levensmiddelenwetgeving, de diervoederwetgeving en de voorschriften inzake diergezondheid en dierenwelzijn, plantgezondheid en gewasbeschermingsmiddelen te verifiëren ;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.6, §§ 1 en 4, D.7, D.17, D.41, D.61, D.175, en D.426, § 2, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 juni 2023;

Gelet op het advies van het Overlegcomité voor de biologische landbouw, gegeven op 18 juli 2023, 8 december 2023 en 1 maart 2024;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid d.d. 23 mei 2024;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 13 mei 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.482/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 14 mei 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2020/464 van 26 maart 2020 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de documenten die nodig zijn voor de erkenning met terugwerkende kracht van perioden in het kader van de omschakeling, de productie van biologische producten en de door de lidstaten te verstrekken informatie;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) 2021/2306 tot aanvulling van Verordening (EU) 2018/848 met regels betreffende de officiële controles van zendingen biologische producten en omschakelingsproducten die bestemd zijn voor invoer in de Unie en betreffende het inspectiecertificaat;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2023/1195 tot vaststelling van voorschriften voor de details en vorm van de door de lidstaten te stellen informatie over de resultaten van officieel onderzoek naar gevallen van verontreiniging met producten of stoffen die niet voor gebruik in de biologische productie zijn toegelaten,

Besluit:

Artikel 1. In bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het opschrift "Productievoorschriften die van toepassing zijn op de certificering "Biologisch restaurant" wordt vervangen door "7. Productievoorschriften die van toepassing zijn op de certificering "Biologisch restaurant"";

b) de punten 5, 6, 7 en 8 onder dit opschrift worden respectievelijk de punten 1, 2, 3 en 4;

c) de volgende opschriften van 7 tot en met 14 worden respectievelijk de opschriften van 8 tot en met 15.

Art. 2. In bijlage 4 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 3,2° wordt de eerste zin vervangen als volgt :

"Voor activiteiten die eruit bestaan de verpakking van voorverpakte biologische producten of de verpakking van niet-voorverpakte producten, d.w.z. verpakkingen, wordt de BOM die de berekening van de punten gebruikt wordt, verminderd tot vijftienzig procent van zijn waarde. ";

b) er wordt een punt 3,7° ingevoegd, luidend als volgt:

"De kosten met betrekking tot de controles op ingevoerde producten die op verzoek van de Dienst worden uitgevoerd overeenkomstig punt 1.6° van Hoofdstuk 1 van Bijlage 5 bij dit besluit, worden door het controleorgaan aan de operator aangerekend op basis van de volgende minimum- en maximumbedragen, exclusief analysekosten.

Vergoeding (per $\frac{1}{2}$ uur controle)	
Minimaal	37,9 euro
Maximaal	56,8 euro"

c) er wordt een punt 3.8° ingevoegd, luidend als volgt:

"Voor de controle van bereidingsactiviteiten die worden uitgevoerd op een verkooppunt van biologische producten rechtstreeks aan de eindconsument of -gebruiker bedoeld in bijlage 5, hoofdstuk 1, 1.2°, paragraaf 2, 4), wordt geen andere specifieke vergoeding aangerekend dan die welke verbonden is aan de verkoop van de betrokken producten, in toepassing van de bepalingen van punt 4°. ";

d) punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° Verkooppunten

4.1° Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de verplaatsingskosten voor dienstreizen, legt het controleorgaan het rooster van de jaarvergoedingen vast die door de exploitanten verschuldigd zijn die rechtstreeks aan de consument biologische producten verkopen in verhouding tot het hieronder vermelde puntensysteem:

Elementen waarmee rekening gehouden wordt	Aantal punten
Basis voor een verkooppunt van niet-voorverpakte biologische producten : Jaarlijkse aankoopcijfer van de biologische producten bestemd om verkocht te worden in niet-voorverpakte vorm :	
- minder dan 18 935 euro:	
O met verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2 000
O zonder verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	1 665
- van 18 935 tot 75 738 euro	
O met verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2 592
O zonder verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2 163
- van 75 739 tot 126 230 euro	
O met verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	3 313
O zonder verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2 764
- meer dan 126 230 euro	
O met verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	4 034
O zonder verkoop van niet-voorverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	3 364
Basis voor een verkooppunt van voorverpakte biologische producten :	1 200
Basis voor een verkooppunt van voorverpakte en niet-voorverpakte biologische producten	Aantal punten voor de verkoop van niet-voorverpakte biologische producten + 300
Per bijkomend verkooppunt of opslagplaats die onderworpen wordt aan een fysieke inspectie ter plaatse, overeenkomstig de bepalingen van bijlage 5, hoofdstuk 1 ^{er} , 1.2°, paragraaf 2.	1 200

4.2° Een exploitant zich bezighoudt met de primaire productie, bereiding, distributie, opslag, invoer of uitvoer van biologische producten betaalt geen specifieke vergoeding voor de controle van een activiteit waarbij biologische producten rechtstreeks aan de consument of eindgebruiker worden verkocht als het jaarlijkse aankoopcijfer van de voor verkoop bestemde biologische producten minder dan 6.312 euro bedraagt.

Als niet aan deze voorwaarde is voldaan, wordt het bedrag van de jaarlijkse vergoeding die verschuldigd is voor de activiteit van het rechtstreeks aan de consument of eindgebruiker verkopen van niet-voorverpakte biologische producten, vastgesteld door de tabel bedoeld in punt 4.1° toe te passen en 472 punten af te trekken van het totaal aantal behaalde punten. ";

e) in de eerste zin van punt 7° worden de letters "3,7°," ingevoegd tussen "punten" en "5°".

Art. 3. In bijlage 5 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1,3°, b, wordt vervangen door wat volgt :

"b. jaarlijks worden minstens vijftig procent van de controles door steekproef, als aanvulling op de in punt 1.2°, b, jaarlijkse controles, uitgevoerd; de controles door steekproef kunnen gedeeltelijke controles zijn die bedoeld zijn om een beperkt aantal punten te controleren; in dat geval richt het controleorgaan zich op de precieze aard van de controles in functie van de specifieke kenmerken van de exploitant en de inhoud van zijn dossier; de versterkte controles, de opvolgingscontroles en de invoercontroles bedoeld in punt 1.6° worden niet in aanmerking genomen voor het naleven van het vastgestelde percentage;" ;

b) punt 1,3°, c, wordt vervangen door wat volgt :

"c. elk jaar wordt overeenkomstig artikel 14, onder h), van Verordening (EU) 2017/625 worden ten minste vijftig procent van het aantal exploitanten bemonsterd, met uitzondering van de exploitanten die zijn vrijgesteld op grond van artikel 34, paragraaf 2, en artikel 35, lid 8, van Verordening (EU) 2018/848;" ;

c) in hoofdstuk 1 wordt het volgende punt 1.3 bis ingevoegd

"1.3bis Wanneer de activiteit van rechtstreekse verkoop van biologische producten aan de eindconsument of -gebruiker door dezelfde exploitanten meerdere verkooppunten of opslaglocaties omvat, wordt het aantal daarvan dat jaarlijks een fysieke inspectie ter plaatse moet ondergaan, als volgt bepaald:

Aard van de locatie	% van locaties onderworpen aan jaarlijkse fysieke inspectie ter plaatse
1) Distributiecentrum voor biologische producten	100 %
2) Verkooppunt van uitsluitend voorverpakte biologische producten :	> 20% jaarlijks afgewisseld tussen locaties
3) Verkooppunt van niet-uitsluitend voorverpakte biologische producten	> 50% jaarlijks afgewisseld tussen locaties
4) Verkooppunt waar uitsluitend de volgende bereidingsactiviteiten worden uitgevoerd: het bakken van voorbewerkte biologische producten, inclusief bijkomende nabewerkingen (bijv. bestuiven met bloem, toevoegen van een tablet) en het verpakken van de resulterende producten; het snijden van biologische producten en het verpakken van de resulterende producten.	> 50% jaarlijks afgewisseld tussen locaties
5) Verkooppunt waar andere activiteiten met betrekking tot de bereiding van biologische producten worden uitgevoerd	100 %

”;

d) in Hoofdstuk 1 wordt een punt 1.3 bis ingevoegd, luidend als volgt:

”Voor de toepassing van artikel 6,1.c) en 6.2 van Gedelegeerde Verordening (EU) 2021/2306 tot aanvulling van Verordening (EU) 2018/848 met voorschriften inzake de officiële controles van zendingen van biologische producten en producten in omschakeling die bestemd zijn voor invoer in de Unie en het controlecertificaat, voeren de controleorganen op verzoek van de Dienst fysieke controles uit op de uit derde landen ingevoerde goederen. Fysieke controles bestaan uit bemonstering en analyse van de ingevoerde goederen volgens de door de dienst gespecificeerde procedures en gaan systematisch gepaard met een overeenstemmingscontrole in de zin van artikel 3, punt 42, van Verordening (EU) 2017/625. ”;

e) het tweede lid van punt 2,5° wordt vervangen als volgt :

”Wanneer uit een analyse de aanwezigheid blijkt van een bestrijdingsmiddel waarvan het gebruik in de biologische productie niet is toegestaan op grond van artikel 24, lid 1, onder a), van Verordening (EU) 2018/848, mag het product waarop de bemonstering betrekking heeft, niet als biologisch of omschakelingsproduct in de handel worden gebracht wanneer:

a. het product waarop de bemonstering betrekking heeft, is geproduceerd of verwerkt op het grondgebied van het Waals Gewest of ingevoerd uit een derde land, overeenkomstig Verordening (EU) 2018/848, en ;

b. de gemeten concentratie van het bestrijdingsmiddel groter is dan of gelijk is aan anderhalf maal de aantoonbaarheidsgrens als bepaald in artikel 3, § 2, onder f), van Verordening (EG) nr. 396/2005 van het Europees Parlement en de Raad van 23 februari 2005 tot vaststelling van maximumgehalten aan bestrijdingsmiddelenresiduen in of op levensmiddelen en diervoeders van plantaardige en dierlijke oorsprong en houdende wijziging van Richtlijn 91/414/EEG van de Raad. ”;

f) in punt 2.5°, vijfde lid, worden de woorden ”dan of gelijk” geschrapt;

g) in Hoofdstuk 5 wordt een punt 5.6° ingevoegd, luidend als volgt:

”5.6° Informatie die via het informatiesysteem voor biologische landbouw (OFIS) naar de Dienst moet worden gestuurd.

Om te voldoen aan de verplichtingen van artikel 29, paragrafen 6 en 9, van Verordening (EU) 2018/848, registreren de controle-instellingen uiterlijk op 28 februari van elk jaar de resultaten van de onderzoeken die zij hebben uitgevoerd en de maatregelen die zij hebben genomen in geval van aanwezigheid van producten en stoffen waarvan het gebruik in de biologische productie niet is toegestaan.

De controle-instellingen vullen in het informatiesysteem voor biologische landbouw (OFIS) de module in die overeenkomt met het formulier in de bijlage bij Uitvoeringsverordening (EU) 2023/1195 tot vaststelling van voorschriften voor de details en vorm van de door de lidstaten ter beschikking te stellen informatie over de resultaten van officieel onderzoek naar gevallen van verontreiniging met producten of stoffen die niet voor gebruik in de biologische productie zijn toegelaten. ”

Art. 4. In bijlage 8 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in hoofdstuk 3 wordt niet-naleving 3806 vervangen door de volgende regels

Codenr.	Omschrijving van de niet-naleving	Regelgevende referentie	Categorie op 1ste vaststelling	Meting:
3806	Te hoge veebezetting in de gebouwen, met uitzondering van pluimvee van het type vlees	Punt 1.6.4 Bijlage II, deel II van R2018/848 En Bijlage I bij R2020/464		
3806 a	a) verschil met de maximaal toegelaten veebezetting van minder dan 10 % en verzachtende omstandigheden		Licht	Vv / W+VC / SP+VC
3806b	b) andere gevallen, bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar		Licht	Vv / W+VC / SP+VC W+VC / SP+VC
3806c	c) andere gevallen		Ernstig	

b) In hoofdstuk 3 worden de volgende lijnen toegevoegd aan de tabel, in volgorde van nummering:

Codenr.	Omschrijving van de niet-naleving	Regelgevende referentie	Categorie op 1ste vaststelling	Meting:
1. Algemene niet-nalevingen				
1041	Onevenwichtige aankoop/verkoop-balans zonder relevante rechtvaardiging	Artikel 1 van R2021/ 771		
1041 a	a) Licht onevenwicht		Licht	GO / Vv / W+VC
1041b	b) Ernstig onevenwicht		Ernstig	W+VC / VS+VC
3.8. Uitlopen en huisvesting				
3805	De inrichting van openluchtruimten voldoet niet aan de wettelijke normen voor vegetatie of aantrekkelijkheid voor pluimvee	Artikel 16 van R2020/ 464 en Punt 2.5.7° Bijlage 9 bij het BWR	Licht	Vv / W+VC / SP+VC
3807 a	Te hoge veebezetting in de gebouwen, met uitzondering van pluimvee van het type vlees a) verschil met de maximaal toegestane veebezetting van minder dan twee procent, gemeten als gemiddelde van de laatste vier geslachte partijen	Punt 1.6.4 Bijlage II, deel II van R2018/848 En Bijlage I Deel IV bij R2020/464	Licht	Vv / W+VC / SP+VC
3807b	b) verschil met de maximaal toegestane veebezetting van minder dan twee procent, gemeten als gemiddelde van de laatste vier geslachte partijen		Ernstig	W+VC / SP+VC
3807c	c) verschil met de maximaal toegelaten veebezetting gelijk aan of groter dan 10% per partij en verzachtende omstandigheden		Licht	
			Ernstig	Vv / W+VC / SP+VC

3807d	d) verschil met de maximaal toegelaten veebezetting gelijk aan of groter dan 10% per partij zonder verzachtende omstandigheden				W+VC / SP+VC
3.9. Bijenteelt					
3900	Locatie van bijenkasten niet in overeenstemming met wettelijke vereisten	Punt 1.9.6,5 Bijlage II, deel II van R2018/848			
3900 a	a) Minder belangrijk geval		Licht		Vv / W+VC / DL+VC
3900b	b) Ernstig geval		Ernstig		DL+VC
3905	Voederen van bijenvolken onder niet-toegestane omstandigheden of met niet-toegestane stoffen	Punt 1.9.6,2 Bijlage II, deel II van R2018/848			
3905 a	a) Minder belangrijk geval		Licht		Vv / W+VC / DL+VC
3905b	b) Ernstig geval		Ernstig		DL+VC
3910	Register van bijenkastlocaties	Punt 1.9.6,6 Bijlage II, deel II van R2018/848			
3910 a	a) Onvolledig		Licht		Vv / W+VC / DL+VC
3910b	b) Onbestaand		Ernstig		DL+VC
4. Bereiders en verwerkers					
4042	Voedingsmiddelen die geheel of gedeeltelijk bestaan uit technisch vervaardigde nanomaterialen	Artikelen 7.e) van R2018/848,	Ernstig		W + VC + DL /SP + VC
4045	Afwezigheid van een certificaat van de leverancier waarin wordt bevestigd dat producten niet zijn behandeld met ioniserende straling of geen nanomaterialen bevatten.	Punt 4.1 en 4.2 Bijlage 9 bij het BWR	Licht		Vv / W+VC / SP+VC/VS+VC
9. Restauratie					
9000	Aankoop, aanwezigheid of gebruik van een niet-biologisch product dat overeenkomt met een ingrediënt dat gecertificeerd is als "biologisch ingrediënt	Punten 5 en 8 Bijlage 1 bij het BWR			
9000 a	a) Ingrediënt dat duidelijk niet beschikbaar is in de biologische productie zonder het controleorgaan op de hoogte te stellen		Licht		GO/Vv / W+VC / VS+VC
9000b	b) Ingrediënt verkrijgbaar in de biologische variant		Licht		Vv / W+VC / VS+VC
9005	Niet-naleving van het minimum van 95% biologische ingrediënten in een voedingsmiddel of gerecht onderworpen aan de "biologisch gerecht of menu" of "biologisch	Punten 6, 7 en 8 Bijlage 1 bij het BWR			

9005 a	restaurant" certificering a) Gebruik van een ingrediënt dat duidelijk niet beschikbaar is in de biologische productie zonder het controleorgaan hiervan op de hoogte te hebben gesteld		Licht	GO/Vv / W+VC / VS+VC
9005b	b) Gebruik van een ingrediënt dat beschikbaar is in de biologische landbouw		Licht	Vv / W+VC / VS+VC
9010	Het niet naleven van de exclusiviteit van biologische voedingsmiddelen en gerechten in een menu onderworpen aan de "biologisch gerecht of menu" certificering of van biologische voedingsmiddelen, gerechten en menu's in een restaurant onderworpen aan de "biologisch restaurant" certificering	Punten 6 en 7 Bijlage 1 bij het BWR	Licht	Vv / W+VC / VS+VC
9020	Niet-conforme communicatie over een biologisch aanbod	Punt 10 Bijlage 1 bij het BWR	Ernstig	W+VC / VS+VC
9030	Biologisch certificaat of uittreksel van biologisch certificaat niet aanwezig op het bedrijf	Punt 12,5 Bijlage 1 bij het BWR	Licht	GO / Vv / W+VC
9040 9040 a 9040b	Register als bedoeld in punt 14 van bijlage 1 bij het BWR a) Onvolledig b) Onbestaand	Punt 14 Bijlage 1 bij het BWR	Licht Ernstig	Vv / W+VC / SP+VC W+VC / SP+VC

Art. 5. In bijlage 9 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in Hoofdstuk 2 wordt een punt 2.2.3°bis ingevoegd, luidend als volgt:

"2.2.3bis Verwerkte diervoeders voor varkens en pluimvee die een landbouwer ontvangt, gaan vergezeld van een certificaat dat is afgegeven door de exploitant die de diervoeders produceert. Het certificaat vermeldt de oorsprong van de biologische en omschakelingsgrondstoffen die gebruikt zijn in de samenstelling van de genoemde levensmiddelen en is in overeenstemming met het model gedefinieerd door de Dienst en beschikbaar op het Waalse landbouwinternetportaal of op aanvraag. ";

b) punt 2.5.7° wordt vervangen als volgt:

In toepassing van artikel 16 van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/464 van 26 maart 2020 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de documenten die nodig zijn voor de erkenning met terugwerkende kracht van perioden in het kader van de omschakeling, de productie van biologische producten en de door de lidstaten te verstrekken informatie, zijn de openluchtruimten aantrekkelijk voor het pluimvee en volledig toegankelijk voor alle dieren.

Voor de toepassing van punt 4 van het genoemde artikel rust de optimale benutting van de openluchtruimte op de dichtheid en diversiteit van de begroeiing die voor de inrichting gebruikt wordt. Daartoe omvat de openluchtruimte minstens de volgende elementen:

- begroeiing van de volledige openluchtruimte, aangebracht voor de inbreng van het pluimvee, met uitzondering van een gestabiliseerde strook van maximum drie meter breed ter hoogte van de buitenluiken;
- een overgangszone, die zich bij de uitgang van de luiken bevindt, bestaande uit uitgelijnde lage plantengroei die het pluimvee van de luiken naar de rest van de openluchtruimte leidt;
- minimaal 4 beschuttingsinrichtingen per hectare verdeeld over de hele openluchtruimte. Een beschutte inrichting kan bestaan uit een schuilplaats, een boom, een struik, een bosje, een haag of een aangrenzend bos.

Voor de toepassing van punt 6 van genoemd artikel moeten de bijkomende inrichtingen, wanneer de lengte van de openluchtruimte meer dan honderdvijftig meter bedraagt, bestaan uit schuilplaatsen.

Een schuilplaats is een kunstmatige inrichting gemaakt van duurzaam, weerbestendig materiaal met een minimale oppervlakte van vier m² en een minimale dakhoogte van vijftig cm. ";

c) er wordt een Hoofdstuk 4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Hoofdstuk 4. Regels van toepassing voor de verwerking.

4.1° Voor de toepassing van het verbod, bedoeld in artikel 7, punt e), van Verordening (EU) 2018/848, verkrijgen marktdeelnemers die producten, bedoeld in voornoemd artikel, gebruiken waarvoor geen etiketteringsverplichting geldt en die bij derden zijn aangekocht, van de verkoper een certificaat waarin wordt bevestigd dat deze producten geen vervaardigde nanomaterialen bevatten ;

4.2° Voor de toepassing van het verbod, bedoeld in artikel 9, vierde lid, van verordening (EU) 2018/848, verkrijgen exploitanten die producten, bedoeld in voornoemd artikel, gebruiken die niet aan een verplichte etikettering zijn onderworpen en die van derden zijn aangekocht, van de verkoper een certificaat waarin wordt bevestigd dat die producten niet met ioniserende straling zijn behandeld. ".

Namen, 11 oktober 2024.

A.-C. DALCQ